



# DELIBERATIONS

## CONSEIL MUNICIPAL DU

### 24 MARS 2016

**Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisyselec.fr](http://www.noisyselec.fr)





### Conseil municipal du 24 mars

2016/03-01	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Création de la Commission Consultative pour les Services Publics Locaux : désignation des membres
2016/03-02	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Création de la Commission d'Ouverture des Plis pour les Délégations de Service Public : élection des membres
2016/03-03	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commande pour l'organisation d'activités de loisirs tout public dans le cadre de l'initiation "été du canal 2016"
2016/03-04	Direction Générale des Services	Avis relatif au schéma de coopération, de mutualisation et de territorialisation de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble
2016/03-05	Direction Générale Adjointe Equipements et Cadre de Vie	Construction du Groupe scolaire Jean Renoir - Dépôt de permis de construire
2016/03-06	Direction Générale Adjointe Equipements et Cadre de Vie	Construction du Groupe scolaire Jean Renoir - Demande du fonds de soutien à l'investissement public local
2016/03-07	Direction des Ressources Humaines	Mise à jour remboursements des frais liés aux déplacements professionnels et aux stages de formation
2016/03-08	Direction des Ressources Humaines	Mise à jour du tableau des effectifs
2016/03-09	Direction des Affaires Sociales de la Santé de la Famille et de la Politique de la Ville	Renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens avec l'association de gestion et d'animation du Centre Social du Londeau
2016/03-10	Direction des Affaires Sociales de la Santé de la Famille et de la Politique de la Ville	Approbation de la convention de coopération Est Ensemble - Ville de Noisy-le-Sec / Clauses sociales ligne M11 de la RATP

#### Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-01

L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

**Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

**Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE POUR LES SERVICES PUBLICS LOCAUX : DÉSIGNATION DES MEMBRES**

**Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER**

La loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité impose aux communes de plus de 10.000 habitants la création d'une Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Selon l'article L1413-1 du Code général des Collectivités Territoriales, cette commission a pour mission l'examen annuel des documents suivants :

- du rapport, en cas de DSP, du délégataire de service public comportant notamment les comptes retraçant les opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité de service,
- des rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L2224-5 du même code,
- du bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- du rapport mentionné à l'article L1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

La commission est également consultée pour avis sur :

- tout projet de délégation de service public, avant que le Conseil se prononce sur son principe,
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie,
- tout projet de partenariat avant que le Conseil municipal se prononce sur le principe du recours à un contrat de partenariat
- tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

La commission est présidée de droit par le Maire, qui peut en déléguer la présidence (par arrêté).

Elle est composée de membres du Conseil municipal désigné et de représentants d'associations locales nommés par le maire. Elle peut également, en fonction de l'ordre du jour et sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Devant le silence de la loi, il est proposé au Conseil Municipal de déterminer une composition pour ses membres élus représentants identique à la Commission d'Appels d'Offre ou la Commission d'Ouverture des Plis, à savoir :

- 5 titulaires et 5 suppléants membres de l'assemblée délibérante dans le respect du principe de représentation proportionnelle

Pour rappel, ces membres sont élus au sein du Conseil municipal :

- à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
- au scrutin de liste ;
- au scrutin secret sauf accord unanime contraire (article L. 2121-21 du CGCT).

Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Toutefois, concernant la désignation des membres du Conseil municipal, si une seule liste a été présentée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.

Modalités de dépôt de listes :

Les candidatures seront présentées sous forme de liste,

Les listes pourront être déposées par écrit jusqu'au début de l'ouverture de ce point de l'ordre du jour lors de cette séance du Conseil Municipal,

## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

Concernant les représentants d'association, les 3 membres titulaires et 3 membres suppléants seront nommés ultérieurement par arrêté du Maire.

Ainsi, il est demandé au Conseil municipal de :

- Approuver la mise en place d'une Commission consultative des services publics locaux à Noisy-le-Sec
- Déterminer la composition de la Commission consultative des services publics locaux,
- Procéder à la désignation des membres du Conseil municipal qui y siégeront
- Déléguer à Monsieur le Maire la saisine ultérieure de la CCSPL pour avis sur les projets de délégation de service public, de partenariat et de création de régies dotées de l'autonomie financière

### DELIBERATION

Le Conseil,

Vu les articles L. 1411-4, L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les communes de plus de 10.000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'elles confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que cette commission consultative comprend, sous la présidence du maire ou son représentant, des membres du conseil municipal élus dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales, nommés ultérieurement par le Maire,

Considérant qu'une seule liste a été présentée après l'appel à candidatures du maire:

### DELIBERE

#### Article 1 :

APPROUVE la mise en place de la Commission consultative des services publics locaux de la Ville de Noisy-le-Sec prévue à l'article L1413-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

#### Article 2 :

FIXE comme suit la composition de la Commission Consultative des services publics locaux :

- un Président dont la fonction sera assurée par M. le Maire ou son représentant
- 5 titulaires et 5 suppléants membres de l'assemblée délibérante dans le respect du principe de représentation proportionnelle
- 3 membres titulaires et 3 membres suppléants représentants d'association nommés ultérieurement par le Maire

#### Article 3 :

DESIGNE le collège des représentants du Conseil municipal comme suit :

Titulaires :	Suppléants :
Karim HAMRANI	Alexandre BENHAIM
Yveline JEN	Nicole RIVOIRE
Dref MENDACI	Thomas FRANCESCHINI
Olivier DELEU	Jennifer JOBARD
Christiane DEL POZO	Jean-Paul LEFEBVRE

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission consultative des services publics locaux par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Article 4 :

DELEGUE à Monsieur le Maire la saisine ultérieure de la CCSPL pour avis sur les projets de délégation de service public, de partenariat et de création de régies dotées de l'autonomie financière,

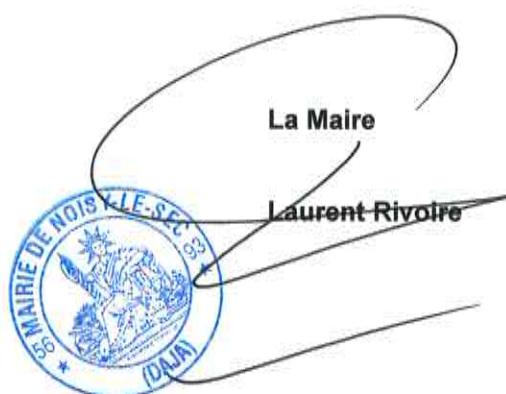
### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

La Maire  
Laurent Rivoire



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-02

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### 2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

#### CRÉATION DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS POUR LES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC: ÉLECTION DES MEMBRES.

**Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER**

En vertu du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement ses articles L. 1411-5 alinéa 2, D. 1411-3, D. 1411-4 et D.1411-5 il est prévu qu'à différentes étapes de la passation des délégations de service public, une commission dite d'ouverture des plis doit intervenir.

Les dispositions de l'article L. 1411-6 du Code précité prévoient que tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant global de la délégation de service public supérieure à 5 p. 100 doit être soumis pour avis à ladite commission.

En l'espèce, la Ville entend constituer une commission d'ouverture des plis compétente pour toute délégation de service public pendant la durée du mandat.

Cette commission sera appelée à retenir la liste des candidats admis à remettre une offre, à recevoir et analyser les offres reçues et à donner son avis sur les candidats avec lesquels engager les négociations.

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 1411-5 alinéa 2 précité du Code général des collectivités territoriales :

*« Les plis contenant les offres sont ouverts par une commission composée :*

*a) Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ; (...)  
Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.*

En outre, les articles D. 1411-3, D. 1411-4 et D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales prévoient respectivement le mode et le déroulement de l'élection des membres de la commission d'ouverture des plis :

*« Les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L. 1411-5, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. »  
(Article D. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales)*

*« Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.  
En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.  
En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ». (article D. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales)*

*« L'assemblée délibérante locale fixe les conditions de dépôt des listes. » (article D. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales)*

Ainsi, compte tenu du fait que la population de la Ville dépasse le seuil des 3 500 habitants, la commission d'ouverture des plis sera présidée par le Maire de la Ville de Noisy-le-Sec ou son représentant et composée également d'un nombre de cinq membres du conseil municipal élus en son sein au scrutin secret de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec l'application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

En sus, il conviendra également d'élire selon les mêmes modalités les suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a des sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

La présente délibération a pour objet :

- d'organiser, lors du conseil municipal, l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission visée à l'article L.1411-5 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales qui sera appelée à retenir la liste des candidats admis à remettre une offre, à recevoir et analyser les offres reçues et à donner son avis sur les candidats avec lesquels engager les négociations.
- Cette commission sera composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales.
- Cette commission d'ouverture des plis sera compétente pour toute procédure de passation d'une délégation de service public de la Ville de Noisy-le-Sec au sens des dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ou pour tout avenant à une délégation de service public nécessité dans les conditions prévues au Code général des collectivités territoriales.
- les membres du conseil municipal qui souhaiteront être membres élus pourront, jusqu'au début du vote, présenter leur candidature. Une présentation de candidature pourra aussi être faite par courrier, reçu au plus tard au début de l'ouverture de ce point de l'ordre du jour lors de la présente séance du conseil. Les candidatures seront présentées sous la forme de listes.
- Chaque liste de candidats pourra présenter des observations orales avant le vote, lequel sera effectué au scrutin secret de liste à un tour avec une représentation à la proportionnelle.
- Dans ces conditions, il sera procédé à l'élection des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants de la commission d'ouverture des plis.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

### DELIBERATION

Le Conseil Municipal

Vu les articles L.1411-1 et suivants et plus particulièrement l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les attributions de la commission d'ouverture des plis ;

Vu les dispositions des articles D.1411-3, D.1411-4 et D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales relatives au mode et déroulement de l'élection des membres de la commission prévue par l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article R.119 du code électoral,

Considérant que conformément à l'article L. 1411-5 précité du Code Général des Collectivités Territoriales, dans le cadre de la procédure de délégation de service public local pour une commune de plus de 3 500 habitants et plus, les plis contenant les offres sont ouverts par une commission composée de :

- l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président de la commission,
- 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein au scrutin secret de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ;
- 5 suppléants, élus selon les mêmes modalités que les membres titulaires ;

Considérant que le comptable de la collectivité et un représentant de la DDCCRF siègent également à la commission avec voix consultative.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant que le Conseil municipal a procédé à l'élection de la commission prévue par l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'une seule liste a été présentée après l'appel à candidatures du maire:

Considérant que les représentants de l'assemblée ont accepté à l'unanimité le principe du vote à main levée des membres de la commission d'ouverture des plis,

Considérant que le conseil municipal a accepté à l'unanimité la seule liste présentée,

### DELIBERE

#### Article 1 :

DESIGNE pour siéger à la Commission d'Ouverture de Plis prévue par les articles L.1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Titulaires :	Suppléants :
Karim HAMRANI	Alexandre BENHAÏM
Nicole RIVOIRE	Yveline JEN
Dref MENDACI	Bernard GIRAULT
Pierre LERENARD	Julien-Jack RAGAZ
Jean-Paul LEFEBVRE	Christiane DEL POZO

- note que, conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, cette commission est présidée par le Maire ou son représentant.

#### Article final :

Conformément aux dispositions de l'article R.119 du Code Électoral, les réclamations contre les opérations électorales doivent être consignées au procès-verbal, sinon être déposées, à peine d'irrecevabilité, dans les cinq jours qui suivent le jour de l'élection, au secrétariat du conseil, ou à la sous-préfecture, ou à la préfecture pour leur transmission au Tribunal administratif de Montreuil (7 Rue Catherine Puig - 93100 Montreuil) ou directement à ce dernier.

### UNANIMITE

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## EXTRAIT

### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-03

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE LOISIRS TOUT PUBLIC DANS LE CADRE DE L'INITIATION « ÉTÉ DU CANAL 2016 »**

**Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER**

Depuis maintenant 8 ans, les villes de Bondy et de Noisy-le-Sec, avec la coopération du Comité Départemental de Tourisme de Seine-Saint-Denis (C.D.T 93), unissent leurs efforts financiers et humains pour proposer pendant un mois sur les bords du canal, une manifestation estivale, tout public. Elle a comme animation principale un Parc Nautique Urbain, complété par différentes activités sportives et ludiques.

Cette initiative a pour objectif de permettre aux habitants des deux villes de découvrir ces espaces, et de se les (ré)approprier, dans la perspective d'un profond et futur réaménagement de la ZAC de l'Ourcq.

L'opération a touché 42 737 personnes en 2015, contre 30 512 l'année précédente. La diversité des animations associée aux conditions météorologiques clémentes ont favorisé l'augmentation de la fréquentation.

Au regard de ce succès, nous souhaitons avec Bondy, et toujours en lien avec le Comité Départemental du Tourisme de Seine-Saint-Denis, renouveler notre partenariat et proposer des animations autour du canal de l'Ourcq du 8 juillet au 7 août 2016.

Afin de permettre la réalisation de ces activités dans le cadre de la réglementation des marchés publics, un marché à procédure adaptée devra être passé.

Ce marché, dont le montant total est estimé à 108 000 euros H.T, formalisera une répartition possible en différents lots comme suit :

- Aménagement d'un parc nautique urbain temporaire,
- Agent d'accueil et de médiation, agent de sécurité cynophile,
- Aménagement d'un réseau électrique provisoire,
- Personnel de sécurité terrestre,
- Personnel de sécurité nautique,
- Location de trampoline 4 praticables avec élastiques et baudriers
- Location d'une structure de type cage à grimper avec chute libre sur airbag gonflable,
- Location d'une structure bateaux tamponneurs,
- Location d'une structure manège enchanté,
- Location d'une structure gonflable urban football.

Il convient de constituer un groupement de commandes entre les villes de Bondy et de Noisy-le-Sec, afin de passer ce marché. A cette fin, une convention constitutive d'un groupement de commandes en application de l'article 8 du code des marchés publics, entre les deux villes, est proposée.

Ce groupement de commandes prendra effet à compter de sa signature jusqu'au 31 août 2016 et le coordonnateur désigné est la Ville de Bondy.

Un cofinancement de l'intégralité des prestations ci-dessus décrite est prévue à hauteur de 50 % pour chaque ville.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le Maire à signer la convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 8,

Considérant l'intérêt d'organiser des activités de loisirs sur les berges du canal de l'Ourcq, les Villes de Bondy et de Noisy-le-Sec ont décidé de renouveler leur partenariat afin de proposer aux habitants des deux villes des animations autour du canal de l'Ourcq, du 8 juillet au 7 août 2016, dans le cadre de l'initiative « Été du canal 2016 »,

Considérant qu'il y a lieu de constituer un groupement de commandes entre les Villes de Bondy et Noisy-le-Sec, afin de passer ce marché,

Considérant le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Bondy et la Ville de Noisy-le-Sec, relative à l'organisation d'activités de loisirs tout public dans le cadre de l'initiative « Été du canal 2016 » et la répartition du coût de ces prestations à hauteur de 50% pour chacune des deux villes,

### DELIBERE

#### Article 1 :

Approuve la convention constitutive du groupement de commandes pour l'organisation de la manifestation « L'été du canal 2016 ».

Conformément à cette dernière, la Ville de Noisy-le-Sec est désignée coordonnatrice du groupement. Cette convention prendra effet à compter de sa signature et jusqu'au 31 août 2016.

#### Article 2 :

Les coûts relatifs au fonctionnement du groupement sont répartis de la manière suivante :

- 1/2 pour la ville de Noisy-le-Sec ;
- 1/2 pour la ville de Bondy.

#### Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

#### Article 4 :

Dit que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2016.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### UNANIMITE

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-04

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **4 - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES** -----

#### **AVIS RELATIF AU SCHÉMA DE COOPÉRATION, DE MUTUALISATION ET DE TERRITORIALISATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL EST ENSEMBLE**

**Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER**

L'article L.5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, « afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement. »

Un projet de schéma a été arrêté par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 15 Décembre 2015 puis notifié aux villes au premier trimestre 2016. La Ville de Noisy-le-Sec dispose alors d'un délai de 3 mois pour émettre, comme l'ensemble des villes membres du Territoire, un avis sur ce projet de schéma.

Ce projet constitue un moment important dans la perspective des débats ouverts quant à l'organisation de la coordination, de la gestion et de l'exécution de l'action publique dans un cadre institutionnel bouleversé par des dernières évolutions législatives, en particulier la Loi MAPTAM du 27 Janvier 2014 et la Loi NOTRe du 7 Août 2015.

Le projet de schéma s'articule autour de 2 titres. Le premier, intitulé « Un schéma pour construire l'acte II d'Est Ensemble » rappelle les grandes étapes et les grandes orientations de la construction communautaire, ainsi que la méthodologie de construction de l'identité communautaire puis territoriale issue des travaux de la Fabrique. Le second titre, le « Plan d'action 2016-2020 » précise le cadre de réflexion et d'action en matière de mutualisation et de coopération sur les quatre années qui viennent.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'émettre sur ce projet de schéma un avis globalement favorable, néanmoins assorti de certaines réserves et observations.

- Sans remettre en cause la légitimité des interrogations et débats sur la bonne échelle d'intervention et de mise en œuvre des politiques publiques, rappeler la nécessité de fournir un service public proche des usagers et des habitants, permettant d'incarner avec force et cohérence, mais aussi avec une grande lisibilité, l'ambition en matière d'équipement et de qualité du cadre de vie à offrir aux habitants
- S'agissant des transferts de compétence rendus obligatoires par la Loi, parfois dans des délais très contraints, insister sur la nécessité d'une démarche progressive et partagée avec les agents, notamment des villes, permettant de se regrouper avant tout autour d'un projet, plutôt qu'autour d'une seule construction administrative ou technique
- S'agissant spécifiquement de la Médiathèque de Noisy-le-Sec, acter l'attachement à maintenir cet équipement au plus proche de la population et donc émettre un avis négatif quant à son futur transfert au profit de l'EPT Est Ensemble.

Cet avis sera ensuite transmis à l'EPT Est Ensemble dans la perspective de son approbation définitive par son assemblée délibérante.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5219-2 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2011 portant définition de l'intérêt communautaire,

Vu la Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite « Loi NOTRe » du 7 août 2015,



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2015, portant approbation du projet de Schéma de Coopération, de Mutualisation et de Territorialisation de la Communauté d'Agglomération Est Ensemble,

Vu l'avis rendu par le Comité Technique lors de sa séance du 10 mars 2016,

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation pour la Communauté d'Agglomération Est Ensemble, devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Établissement Public Territorial Est Ensemble, d'adopter un schéma portant sur les processus de mutualisation,

Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec dispose d'un délai de 3 mois à compter de sa notification pour donner un avis sur ledit schéma,

Considérant que les modifications institutionnelles intervenues au 1<sup>er</sup> janvier 2016 nécessitent de porter un nouvel acte des méthodes et processus de coopération et de mutualisation entre les services de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble et de ses villes membres,

Considérant que cette orientation doit néanmoins se mettre en œuvre en cohérence avec la volonté de maintenir au plus près des habitants et des usagers un service public de qualité,

### **DELIBERE**

#### Article 1 :

Le Conseil Municipal émet sur le projet de Schéma de Coopération, de Mutualisation et de Territorialisation de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble un avis favorable assorti des réserves et observations mentionnées aux articles suivants.

#### Article 2 :

Le Conseil Municipal prend naturellement acte des modifications institutionnelles impulsées par le législateur et mises en œuvre en grande partie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, avec notamment la création de la Métropole du Grand Paris (MGP) et la transformation des Établissements Publics de Coopération Intercommunale en Établissements Publics Territoriaux sur le territoire de la métropole. Il prend également acte de la nouvelle répartition des compétences et de l'ouverture d'une période de travail de 2 ans en vue de la définition de l'intérêt métropolitain.

L'incarnation du service public devant être effectuée au plus proche des habitants et des usagers, le Conseil Municipal émet le souhait que les actions relevant de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble soient mis en œuvre dans un souci constant de proximité avec les populations, de prise en compte des contextes et des volontés locales, et d'articulation avec les élus et les services des villes.

Le Conseil Municipal demande par ailleurs à l'Établissement Public Territorial Est Ensemble d'animer et de coordonner au mieux les différentes instances permettant de faire vivre, en toute intelligence et en toute transparence, les instances politiques et techniques permettant l'articulation entre l'échelle communale et l'échelle territoriale, au sein du bloc communal.

#### Article 3 :

S'agissant plus spécifiquement du domaine culturel, le Conseil Municipal émet la volonté que la Médiathèque Roger Gouhier ne fasse pas l'objet d'un transfert au niveau de l'Établissement Public Territorial et que sa gestion soit maintenue à l'échelle communale, qui apparaît comme la plus pertinente au regard du souci de proximité de cet équipement public aujourd'hui particulièrement apprécié et fréquenté par la population noiséenne.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**ABSTENTION : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras**

**POUR : 32 MAJORITE MUNICIPALE**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-05

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **5 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE**

#### **CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR - DÉPÔT DE PERMIS DE CONSTRUIRE**

**Rapporteur :** Monsieur Karim HAMRANI

La Ville de Noisy-le-Sec souhaite développer l'offre scolaire sur son territoire par la construction d'un nouveau groupe scolaire dans la partie Nord de la Ville.

Une montée en effectifs très importante dans le secteur est, en effet, attendue, d'une part, du fait de la construction de plus de 1 000 logements dans l'opération de la Z.A.C. de l'Ourcq, et d'autre part, du fait de l'évolution démographique attendue de ce quartier.

Le choix a donc été fait de la construction d'un groupe scolaire s'inscrivant dans le projet de la Z.A.C. de l'Ourcq, qui est programmé sur une durée de 15 ans et piloté conjointement par l'Établissement Public Territorial Ensemble, la Ville de Noisy-le-Sec et Séquano Aménagement.

L'équipement sera construit sur le terrain de l'actuelle maternelle Jean Renoir et du square de la Sablière qui lui est contigu. Ce nouveau groupe scolaire comprendra, à terme, une école maternelle de 10 classes, une école élémentaire de 12 classes, un centre de loisirs, des locaux de restauration qui seront utilisés par les élèves des écoles et du centre de loisirs, un logement de fonction et une salle polyvalente accessible en dehors des horaires scolaires.

L'opération, en site occupé, devra être réalisée en deux phases :

1ère phase : construction d'une partie des salles de classe et du restaurant scolaire, livrés pour la rentrée de septembre 2018.

2ème phase : démolition de l'école maternelle actuelle et construction du reste du groupe scolaire dans sa totalité, livré pour la rentrée de septembre 2021.

L'ensemble de ces travaux, réglementé par le Plan Local d'Urbanisme, nécessite le dépôt d'un dossier de permis de construire.

Le coût prévisionnel toutes dépenses comprises ( incluant le montant global des travaux, des études et des honoraires d'architecte ) est de 15 475 401,67 € HT (18 570 482 € TTC).

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à déposer, pour le compte de la commune, un dossier de permis de construire pour la construction du nouveau groupe scolaire Jean Renoir.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le code des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R 421-1,

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007,

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 novembre 2012,

Vu l'avis de la commission concernée,

Considérant les travaux d'aménagement et de construction envisagés, dont le coût prévisionnel toutes dépenses comprises ( incluant le montant global des travaux, des études et des honoraires d'architecte ) est de 15 475 401,67 € HT (18 570 482 € TTC).

Considérant que ces travaux entrent dans le champ d'application du permis de construire,  
Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec souhaite développer l'offre scolaire sur son territoire par la construction d'un nouveau groupe scolaire dans la partie Nord de la Ville. Une montée en effectifs très importante dans le secteur est, en effet, attendue, d'une part, du fait de la construction de plus de 1 000 logements dans l'opération de la Z.A.C. de l'Ourcq, et d'autre part, du fait de l'évolution démographique attendue de ce quartier.

### DELIBERE

#### Article 1 :

Autorise le Maire à déposer pour le compte de la commune, un dossier de permis de construire du Groupe Scolaire Jean RENOIR – 9 rue Jean Renoir, et à signer tout document y afférent.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### UNANIMITE

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-06

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire,

**Assistaient à la séance :** Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Elisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **6 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE**

#### **CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN RENOIR - DEMANDE DU FONDS DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La Ville de Noisy-le-Sec souhaite développer l'offre scolaire sur son territoire par la construction d'un nouveau groupe scolaire dans la partie Nord de la Ville.

Une montée en effectifs très importante dans le secteur est, en effet, attendue, d'une part, du fait de la construction de plus de 1 000 logements dans le cadre de l'opération de la Z.A.C. de l'Ourcq, et d'autre part, de l'évolution démographique attendue de ce quartier.

Le choix a donc été fait de la construction d'un groupe scolaire s'inscrivant dans le projet de la Z.A.C. de l'Ourcq, qui est programmé sur une durée de 15 ans et piloté conjointement par le territoire d'Est-Ensemble, la Ville de Noisy-le-Sec et Sequano Aménagement.

L'équipement sera construit sur le terrain de l'actuelle école maternelle Jean Renoir et du square de la Sablière qui lui est contiguë. Ce nouveau groupe scolaire comprendra à terme une école maternelle de 10 classes, une école primaire de 12 classes, un centre de loisirs, des locaux de restauration qui seront utilisés par les élèves des écoles et du centre de loisirs, un logement de fonction et une salle polyvalente accessible en dehors des horaires scolaires.

L'opération, en site occupé, devra être réalisée en deux phases :

1ère phase : construction d'une partie des salles de classe et du restaurant scolaire.

2ème phase : démolition de l'école maternelle actuelle et construction du reste du groupe scolaire dans sa totalité.

Le planning prévisionnel des travaux table sur un démarrage de préparation de chantier au cours du deuxième semestre 2016

Le coût prévisionnel des travaux est de 11 100 000 € HT.

Le différentiel du coût global des travaux s'établira à hauteur de 50 % sur les fonds propres et 50 % sur de l'emprunt.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter, pour le compte de la commune, le fonds de soutien à l'investissement public local à hauteur de 80 %, soit environ 8 880 000 € HT, dans le cadre de la construction du nouveau groupe scolaire Jean Renoir.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Considérant les travaux d'aménagement et de construction envisagés,

Considérant que ces travaux entrent dans le champ d'application du permis de construire,

#### **DELIBERE**

##### Article 1 :

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à solliciter, pour le compte de la commune, le fonds de soutien à l'investissement public local à hauteur de 80 % du montant prévisionnel des travaux, soit environ 8 880 000 € HT, pour la construction du nouveau groupe scolaire Jean Renoir.



Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le

**SLO**

ID : 093-219300530-20160324-DELIB16\_03\_06-DE

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-07

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **7 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES -----**

#### **MISE À JOUR REMBOURSEMENTS DES FRAIS LIÉS AUX DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS ET AUX STAGES DE FORMATION**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Le maire rappelle que les agents territoriaux et les collaborateurs occasionnels d'une collectivité territoriale peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnisations.

Il est nécessaire de mettre à jour ces modalités de prise en charge.

Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur les points suivants :

- La définition de la mission qui sert de fondement à l'ordre de mission,
- La définition du stage de formation,
- Les modalités de remboursement des frais de repas et d'hébergement relatives à la mission ou au stage,
- Les frais de transports relatifs à la mission ou au stage,
- La prise en charge des frais de déplacements pour les agents présentant un concours ou un examen professionnel,
- La prise en charge du trajet domicile-travail.

#### **Définition de la mission :**

L'agent envoyé en mission liée à un déplacement professionnel hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale (participation colloque, réunion, intérêt du service...) doit être muni au préalable d'un ordre de mission signé par l'autorité territoriale ou par le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet. La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative.

#### **Définition du stage de formation :**

Le stage est relatif à celui qui suit une action de formation organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels. Ces actions de formation sont mentionnées dans l'article 1 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984.

#### **Modalités de remboursement des frais de repas et d'hébergement :**

Le remboursement des frais de repas et d'hébergement se fait au vu des pièces justificatives dans la limite des plafonds définis réglementairement par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et si ces frais ne sont pas pris en charge par l'organisme formateur s'agissant des stages de formation.

Un justificatif détaillé et conforme aux obligations légales (TVA etc...) des dépenses réellement engagées doit être impérativement présenté pour générer le versement de l'indemnisation des frais de restauration et d'hébergement.

Lorsque l'agent bénéficie d'une prestation gratuite, qu'il s'agisse de repas ou d'hébergement, il ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

#### **Les frais de transports :**

Les frais de transport des agents doivent répondre au souci premier de retenir le moyen de transport au tarif le moins onéreux.

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel. La mise à disposition d'un véhicule de service ou de fonction ne peut donner lieu au remboursement des frais de transport.

L'autorité territoriale peut autoriser, à titre dérogatoire, l'utilisation par un agent de son véhicule (voiture, motocyclette, vélomoteur...), uniquement et seulement lorsque l'intérêt du service le justifie ou quand le lieu de la mission ou du stage n'est pas accessible par des transports publics. Les conditions d'utilisation et les modalités de prise en charge financière sont celles définies dans le décret du 3 juillet 2006.

Ces véhicules doivent notamment être couverts par leurs propriétaires par une police d'assurance



## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

garantissant de manière illimitée leur responsabilité au titre de tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation dudit véhicule à des fins professionnelles. Le justificatif doit être fourni à l'administration.

La prise en charge financière intervient sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit en cas de dérogation sus-mentionnée, sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par l'arrêté du 26 août 2008. Le remboursement des frais de parcs de stationnement et de péage ne pourra intervenir que sur présentation des pièces justificatives.

Prise en charge des frais de déplacements pour les agents présentant un concours ou un examen professionnel

L'agent peut prétendre au remboursement des seuls frais de transport lorsqu'il est appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel hors de la résidence administrative et familiale. Les frais de transport peuvent être remboursés dans la limite d'un aller-retour par année civile. Toutefois, il est possible de déroger à cette disposition d'un seul remboursement par an, dans l'éventualité où l'agent est amené à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours.

Prise en charge du trajet domicile-travail :

La réglementation prévoit la possibilité pour les employeurs publics de prendre en charge une partie des titres d'abonnement à des transports publics utilisés par les agents pour leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Sur cette base, l'assemblée territoriale décide de prendre en charge les titres d'abonnements souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile – lieu de travail par des moyens de transports publics à raison de 50% de leur montant.

Pour bénéficier du remboursement partiel de son abonnement, un agent doit le remettre ou le présenter à son administration employeur. Les titres doivent être nominatifs.

Tout agent, qu'il soit fonctionnaire ou contractuel, peut bénéficier d'une prise en charge de ses frais de transport.

### DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-1076 du 9 octobre 1985 relatif à l'exercice du droit à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu les articles L.3261-1 à L.3261-4 et suivants du code du travail,



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant que les agents fonctionnaires et contractuels sont amenés à suivre des formations et à assister à des réunions,

Considérant qu'il y a lieu de rembourser partiellement les titres d'abonnement pour le trajet domicile-travail effectué par les agents fonctionnaires et contractuels,

### DELIBERE

#### Article 1 :

Approuve de prendre en compte le remboursement de tous les frais réellement engagés par les agents suivant les missions liées à un déplacement professionnel et les stages de formation, à la demande de l'autorité territoriale et sur présentation des pièces justificatives et ce, dans la limite du plafond fixé par le décret en vigueur .

#### Article 2 :

Précise que l'agent envoyé en mission liée à un déplacement professionnel hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale (participation colloque, réunion, intérêt du service...) doit être muni au préalable d'un ordre de mission signé par l'autorité territoriale ou par le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois.

Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative

#### Article 3 :

Précise que le stage est relatif à celui qui suit une action de formation organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels. Ces actions de formation sont mentionnées dans l'article 1 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984.

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal de l'exercice 2016 et des exercices à venir.

#### Article 4 :

Précise que les modalités de remboursement des frais se décomposent de la manière suivante :

##### Modalités de remboursement des frais de repas et d'hébergement :

Le remboursement des frais de repas et d'hébergement se fait au vu des pièces justificatives dans la limite des plafonds définis réglementairement par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et si ces frais ne sont pas pris en charge par l'organisme formateur s'agissant des stages de formation.

Un justificatif détaillé des dépenses réellement engagées doit être impérativement présenté pour générer le versement de l'indemnisation des frais de restauration et d'hébergement.

Lorsque l'agent bénéficie d'une prestation gratuite, il ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

##### Les frais de transports :

Les frais de transport des agents doivent répondre au souci premier de retenir le moyen de transport au tarif le moins onéreux.

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel.

La mise à disposition d'un véhicule de service ou de fonction ne peut donner lieu au remboursement des frais de transport.

L'autorité territoriale peut autoriser, à titre dérogatoire, l'utilisation par un agent de son véhicule (voiture, motocyclette, vélomoteur...), uniquement lorsque l'intérêt du service le justifie ou quand le lieu de la mission ou du stage n'est pas accessible par des transports publics.

La prise en charge financière intervient sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit en cas de dérogation sus-mentionnée, sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par l'arrêté du 26 août 2008. Le remboursement des frais de parcs de stationnement et de péage ne pourra intervenir que sur présentation des pièces justificatives.

Prise en charge des frais de déplacements pour les agents présentant un concours ou un examen professionnel :

L'agent peut prétendre au remboursement des seuls frais de transport lorsqu'il est appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel hors de la résidence administrative et familiale. Les frais de transport peuvent être remboursés dans la limite d'un aller-retour par année civile. Toutefois, il est possible de déroger à cette disposition d'un seul remboursement

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

par an, dans l'éventualité où l'agent est amené à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours.

### Article 5 :

Précise que dans le cadre du trajet quotidien domicile travail par des moyens de transport publics, le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement à un transport public, dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel et sur présentation d'un justificatif nominatif.

### Article 6 :

Dit que la dépense est imputée sur le budget communal de l'exercice en cours et des exercices à venir.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**





## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-08

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **8 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES-----**

#### **MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE**

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel.

Il est proposé de fermer 30 postes à temps complet restés vacants suite aux précédents avancements, départs en retraite, mutations. Ces fermetures de poste vacants sur des grades d'avancements ne représentent en aucun cas des suppressions d'emplois pourvus ou ayant vocation à être pourvus. Il s'agit donc d'une mise à jour administrative.

Le Comité technique a été consulté sur ces fermetures en date du 10 mars 2016.

Ces postes sont les suivants :

- 1 rédacteur principal de 1ère classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
- 1 technicien principal de 1ère classe,
- 4 techniciens principaux de 2ème classe,
- 2 adjoints techniques principaux de 1ère classe,
- 4 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 4 adjoints techniques de 1ère classe,
- 1 ASEM principal de 2ème classe,
- 1 agent social principal de 1ère classe,
- 1 agent social de 1ère classe,
- 1 médecin hors classe,
- 2 médecins de 2ème classe,
- 1 auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe,
- 1 éducateur des activités physiques et sportives,
- 2 brigadiers chef principaux,
- 1 chef de cabinet.

Par ailleurs, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel. Ainsi, suite à des vacances de postes et à des réorganisations des services, sont proposées les évolutions d'emplois de catégorie A suivantes, et une création d'emploi de catégorie A à la direction de la communication :

#### **A la direction des affaires juridiques et de la commande publique :**

- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de chargé de marchés publics. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de marchés et de commande publics.
- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de chef de service des marchés publics. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de mise en concurrence, de participer à la mise en place d'une politique d'achat et de conseiller juridiquement services et élus en matière de droit des marchés publics.

#### **A la direction de la communication :**

- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de journaliste. Ce poste a pour missions principales de rédiger les contenus informatifs sur différents supports de communication et de rechercher ponctuellement des iconographies.
- Un poste permanent de catégorie A sur le grade d'attaché est créé pour occuper les fonctions de chargé(e) de communication numérique. La réorganisation conduisant à la création de ce poste a été présentée au Comité technique en date du 10 mars 2016.

#### **A la direction des bâtiments :**

- Un poste permanent autorisé sur le grade d'ingénieur territorial est vacant. Cet emploi a vocation à



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

assurer des fonctions de **chef de service architecture et grand travaux**. Ce poste a pour missions principales d'assurer l'encadrement d'un service réalisant l'ensemble des opérations de constructions ou d'importantes rénovations des bâtiments de la collectivité.

### A la direction de la population et du guichet unique :

- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **directeur de la population et du guichet unique**. Ce poste a pour missions principales de participer à la mise en œuvre de la politique municipale sur ce secteur et d'assurer la coordination des services de la direction de la population et du guichet unique.

Pour chacun de ces postes de catégorie A, la délibération autorisant le Maire à recruter sur ceux-ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

### DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la saisine du Comité technique en date du 10 mars 2016, dont l'avis préalable est nécessaire pour toute suppression de poste au tableau des effectifs.

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois,

### DELIBERE

#### Article 1 :

Décide de fermer 30 postes à temps complet restés vacants suite aux précédents avancements, départs en retraite, mutations :

- 1 rédacteur principal de 1ère classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 2 adjoints administratifs principaux de 2ème classe,
- 1 technicien principal de 1ère classe,
- 4 techniciens principaux de 2ème classe,
- 2 adjoints techniques principaux de 1ère classe,
- 4 adjoints techniques principaux de 2ème classe,
- 4 adjoints techniques de 1ère classe,
- 1 ASEM principal de 2ème classe,
- 1 agent social principal de 1ère classe,
- 1 agent social de 1ère classe,
- 1 médecin hors classe,
- 2 médecins de 2ème classe,
- 1 auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe,
- 1 éducateur des activités physiques et sportives,



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2 brigadiers chef principaux,  
1 chef de cabinet.

Précise que ces fermetures de poste sont consécutives à la nécessité de mise à jour administrative du tableau des effectifs, ces postes sur des grades d'avancement restés vacants n'ayant pas vocation à être pourvus.

### Article 2 :

Approuve la création d'emploi suivante :

Un poste de catégorie A sur le grade d'attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de **chargé(e) de communication numérique**.

Ce poste a pour missions principales de coordonner le développement de tous les outils numériques en cohérence avec la stratégie de communication globale et la ligne éditoriale et de mettre en œuvre la stratégie de communication de la collectivité sur le web.

L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure dans le domaine de la communication.

La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### Article 3 :

Dit que suite à des vacances de postes et aux besoins des services sont approuvées les évolutions d'emplois de catégorie A suivantes :

#### **A la direction des affaires juridiques et de la commande publique :**

- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **chargé de marchés publics**. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de marchés et de commande publique.  
L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure et d'une connaissance approfondie dans le domaine juridique et des marchés publics.  
La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial.  
Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.  
S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.  
Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.
- Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **chef de service des marchés publics**. Ce poste a pour missions principales d'assurer le bon déroulement des procédures de mise en concurrence, de participer à la mise en place d'une politique d'achat et de conseiller juridiquement services et élus en matière de droit des marchés publics.  
L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure, d'une parfaite connaissance et d'une expérience dans le domaine juridique et des marchés publics.  
La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial.



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### A la direction de la communication :

Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **journaliste**. Ce poste a pour missions principales de rédiger les contenus informatifs sur différents supports de communication et de rechercher ponctuellement des iconographies.

L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure dans le domaine du journalisme.

La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### A la direction des bâtiments :

Un poste permanent autorisé sur le grade d'ingénieur territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **chef de service architecture et grand travaux**. Ce poste a pour missions principales d'assurer l'encadrement d'un service réalisant l'ensemble des opérations de constructions ou d'importantes rénovations des bâtiments de la collectivité.

L'agent recruté devra justifier d'une formation d'ingénieur et d'une expérience confirmée dans la programmation et maîtrise d'ouvrage.

La rémunération sera établie entre le 1er et le 10ème échelon du grade d'ingénieur territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### A la direction de la population et du guichet unique :

Un poste permanent autorisé sur le grade d'attaché territorial est vacant. Cet emploi a vocation à assurer des fonctions de **directeur de la population et du guichet unique**. Ce poste a pour missions principales de participer à la mise en œuvre de la politique municipale sur ce secteur et d'assurer la coordination des services de la direction de la population et du guichet unique.

L'agent recruté devra justifier d'une formation supérieure et d'une expérience confirmée en encadrement de services administratifs.

La rémunération sera établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoutera à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

### Article 4 :

Précise que le tableau des effectifs à la date du 24 mars 2016 est annexé à la présente délibération.

### Article 5 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2016 et des exercices à venir.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

<b>ABSTENTION :</b>	<b>10</b>	<b>GROUPE «SOCIALISTE ET CITOYEN », GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>33</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, Miloud Gherras</b>

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire





## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-09

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire,

**Assistaient à la séance** : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **9 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

#### **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DU CENTRE SOCIAL DU LONDEAU**

**Rapporteur :** Madame Élisabeth LEFEUVRE

L'association de gestion et d'animation du Centre Social du Londeau a été créée en 2010 et a pour mission principale de contribuer à améliorer le lien social et l'épanouissement des familles du quartier dans leur quotidien.

Les relations entre la Ville et le Centre social s'inscrivent dans un partenariat caractérisé par le partage d'objectifs communs autour d'un diagnostic de quartier et donnent lieu à la signature d'un « contrat-cadre d'objectifs ».

Conformément à ses statuts, l'association s'engage à poursuivre les objectifs qui s'articulent autour des thèmes prioritaires suivants :

- Animation de la vie du quartier du Londeau : le Centre social a pour objet de constituer un pôle d'accueil, d'animation et de développement social pour les habitants de Noisy-le-Sec résidant dans le quartier du Londeau,
- Soutien au lien intergénérationnel indispensable au « bien vivre ensemble »,
- Développement de la cohésion du quartier : le Centre social constitue un centre de proximité.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la démarche engagée en lien avec la CAF autour du renouvellement du projet associatif du centre social. Ce renouvellement s'appuie sur des orientations spécifiques que sont la nécessité de renforcer les actions conduites en faveur de la jeunesse et des personnes isolées et de développer l'animation de quartier au Londeau.

La convention fixe pour 3 ans les objectifs attendus, les ressources financières et les moyens en locaux, matériels, mobiliers, personnel et services que la Ville entend mettre à disposition de l'association pour l'aider à réaliser les différentes actions et missions entrant dans le cadre des objectifs qu'elle définit.

La subvention allouée pour 2016 s'élève à 123 000 euros et est inscrite au BP 2016 de la commune.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et de moyens avec l'association de gestion et d'animation du centre social du Londeau.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget communal,

Considérant la volonté municipale de soutenir le centre social du Londeau en tant qu'équipement de quartier à vocation familiale et pluri-générationnelle et lieu d'animation de la vie sociale,

La commission concernée entendue,

#### **DELIBERE**

##### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs et de financement avec l'association de gestion et d'animation du centre social du Londeau.



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### EXTRAIT

#### du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/03-10

**L'an deux mille seize le jeudi 24 mars à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 18 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON (*départ à 21:00*), Souad TERKI (*départ à 22:18*), Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Dulcinée AVRIL, Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA (*arrivée à 19:55 - départ à 21:00*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 21:20*), Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (*arrivée à 20:00 - départ à 22:55*), Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

#### **Absents ayant donné mandat :**

Souad TERKI représentée par Patricia BLANCHARD (à partir de 22:18)  
Guillaume SALOMON représenté par Alexandre BENHAÏM (à partir de 21:00)  
Fadhil KORIMBOCUS représenté par Élisabeth LEFEUVRE (jusqu'à 21:20)  
Ibrahim DIARRA représenté par Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 21:00)  
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE  
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI  
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE  
Maryvonne MOYA représentée par Marcel SOLIGNY  
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Jennifer JOBARD  
Sarrah BENALI représentée par Julien-Jack RAGAZ  
Gilles GARNIER représenté par Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 22:55)

#### **Absents sans avoir donné mandat :**

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

### 10 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

#### APPROBATION DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION EST ENSEMBLE - VILLE DE NOISY-LE-SEC / CLAUSES SOCIALES LIGNE M11 DE LA RATP

**Rapporteur :** Monsieur Julien RAGAZ

Dans le cadre des travaux relatifs au prolongement de la ligne M11, la RATP prévoit d'inscrire un nombre important de clauses sociales dans ses marchés, qui généreront sur 5 ans près de 200 000 heures d'insertion.

La RATP a proposé qu'Est Ensemble pilote, dans le cadre d'une coordination communautaire élargie à la ville de Rosny-sous-Bois, la mise en œuvre de ces clauses.

Les travaux de prolongement de la ligne 11 auront un impact direct sur les villes de Noisy-le-Sec, des Lilas, Montreuil, Romainville, et Rosny-sous-Bois.

La coordination communautaire des clauses sociales de la ligne M11 de la RATP s'appuiera sur les chargés de mission clauses sociales présents sur Est Ensemble (Bagnolet, Montreuil, Romainville, Bobigny, Bondy) et sur celui de la ville de Rosny-sous-Bois. Ces agents sont affectés à temps plein ou partiel à la gestion des clauses au sein de leur ville. Ni Noisy-le-Sec ni les Lilas n'ont de chargé de mission dédié assurant un suivi de clauses sociales.

Pour rappel, le chargé de mission noiséen dédié aux clauses a été transféré à Est Ensemble (Maison de l'Emploi) alors que la compétence Clauses ne l'a pas été, et est donc restée à la charge de la ville. Depuis le transfert de la maison de l'emploi, la Direction de la Cohésion sociale assure un service a minima sur ce dossier.

La municipalité souhaite cependant avoir toute sa place dans ce projet d'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi et gérer un volume de 5000 heures annuelles.

La convention proposée par Est Ensemble (en annexe) est une convention qui définit les modalités de travail dans le cadre de la coopération territoriale. Les villes s'engagent à prendre à leur charge un volume d'heures d'insertion défini en amont. Les demandeurs d'emploi positionnés seront issus de toutes les villes.

Cette convention passera avec celles des autres communes au Conseil de territoire du 29 mars 2016.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de coopération entre la ville et l'Établissement Public Territorial Est Ensemble pour la gestion des clauses sociales dans le cadre des travaux de prolongement de la Ligne 11 du métro, et d'autoriser le maire ou se représentant à la signer.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu la loi d'orientation n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion,

Vu la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5219-2 et L5219-5 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015,

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Est Ensemble et dont le siège est à Romainville,

Vu la déclaration d'intérêt communautaire en matière de politique de la ville, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil communautaire du 13 décembre 2011 et qui déclare d'intérêt communautaire toute action nouvelle d'accompagnement des publics en insertion visant à les rapprocher de l'emploi,

Considérant l'intégration de clauses sociales dans les marchés de la RATP relatifs aux travaux de prolongement de la ligne 11 du métropolitain,

Considérant la volonté de mettre en place une coordination territoriale sur les villes du territoire d'Est-Ensemble et la ville de Rosny-sous-Bois pour la gestion des clauses sociales de la ligne M 11 en étroite collaboration entre la RATP,

Considérant la volonté de la ville de Noisy-le-Sec et d'Est Ensemble de se mobiliser et de mutualiser leurs ressources en vue de répondre favorablement à la demande de la RATP et ainsi de favoriser l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi,

### DELIBERE

#### Article 1 :

Approuve la convention de coopération entre la Ville de Noisy-le-Sec et l'Établissement Public Territorial Est Ensemble relative à la mise en œuvre et au suivi des clauses sociales de la ligne M11 de la RATP.

#### Article 2 :

Autorise le Maire ou son représentant à signer la convention pour la coordination territoriale des clauses sociales de la ligne M11 de la RATP.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

### UNANIMITE

La délibération est adoptée

Le Maire



Laurent Rivoire